

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention : la lettre du CELSIG

Le CELSIG a écrit, le 14 février dernier, la lettre suivante à la Convention :

"Le Comité européen de liaison sur les services d'intérêt général (CELSIG), créé en 1994, a pour but de promouvoir, dans le cadre de la construction européenne, une conception renouvelée des services d'intérêt général, répondant aux mutations technologiques, économiques, sociales et culturelles des sociétés européennes. C'est un réseau qui rassemble l'ensemble des acteurs économiques et sociaux de l'Union européenne : institutions, opérateurs, régulateurs, économie sociale, organisations syndicales, organisations de consommateurs, de défense de l'environnement, de lutte contre l'exclusion, chercheurs, universitaires, etc., afin de faire converger leurs initiatives. Ainsi, il a joué un rôle important dans l'introduction de l'article 16 dans le traité et dans l'adoption de l'article 36 de la Charte des droits fondamentaux.

Aux termes de l'article 2 des traités, les objectifs fondamentaux de la construction européenne sont la promotion du progrès économique et social, d'un haut niveau d'emploi, d'un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques par l'établissement d'un marché intérieur.

Plus que jamais, ces objectifs exigent une construction équilibrée. Pour que l'Union européenne puisse être "une puissance qui veut encadrer la mondialisation selon les principes de l'éthique, c'est-à-dire ancrée dans la solidarité et le développement durable", comme l'indique la déclaration de Laeken qui constitue le mandat pour la Convention, il convient d'affermir dans le traité ou la Constitution européenne les services d'intérêt général comme facteurs de cohésion économique, sociale et territoriale, comme garantie des droits fondamentaux, comme éléments essentiels de solidarité.

En outre, les services d'intérêt général représentent un des moyens les plus efficaces pour rapprocher les citoyens et résidents de l'Union des institutions européennes.

Cela implique que les services d'intérêt général fassent l'objet d'un titre spécifique dans le traité ou dans la future Constitution européenne, et de mettre à égalité, dans un équilibre dynamique, les principes de concurrence et les objectifs d'intérêt général qui leur sont assignés.

C'est pourquoi, le CELSIG souhaite être entendu par la Convention, afin de lui présenter le sens et le contenu des propositions concrètes qu'il entend faire. A cette fin, il sollicite de la Convention une audition dès le début de ses travaux et un travail suivi, dans le but de trouver la meilleure solution pour affermir les services d'intérêt général dans les textes fondamentaux de l'Union."

La même lettre a été adressée au président de la Convention et au vice-président Dehaene, ainsi qu'aux présidents de la Commission, du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

Convention: letter from CELSIG

On 14th February 2002, CELSIG addressed the following letter to the Convention:

"The European Liaison Committee on Services of General Interest (CELSIG), set up in 1994, aims at promoting, within the framework of the European construction, a renewed conception of services of general interest, which responds to European technological, economic, social and cultural transformations. It is a network that brings together all economic and social actors in the European Union: institutions, operators, regulators, the social economy, trade union organisations and organisations for, consumers, the defence of environment, the fight against exclusion, researchers, university academics, etc., in order to converge their various initiatives. Thus, it played a significant role in ensuring the introduction of article 16 in the treaty and, also in the adoption of article 36 of the Charter of Fundamental Rights.

According to article 2 of treaties, fundamental objectives of the European construction are the promotion of social and economic progress, of high employment level and, of harmonious, balanced and sustainable development of economic activities through the establishment of an internal market.

More than never before, these objectives require a balanced construction. In order to ensure that the European Union becomes "a power willing to organise globalisation on the basis of ethic principles, that is to say, anchored on solidarity and sustainable development", as mentioned in the Laeken declaration which constitutes the mandate for the Convention, it is advisable to reinforce, in either the treaty or the European Constitution, services of general interest as factors of economic, social and territorial cohesion, as a guarantee of fundamental rights and as essential elements of solidarity.

Further, services of general interest represent one of the most efficient means of bringing citizens and residents of the Union closer to European Institutions.

This implies granting services of general interest a specific title in the treaty and in the future European Constitution, and to put on equal footing, in a dynamic balance, principles of competition, on the one hand, and objectives of general interest assigned to them, on the other.

This is why, CELSIG wishes to be heard by the Convention in order to present before it the meaning and the content of some concrete proposals that it plans to make. To this end, it is asking the Convention to grant it a hearing right at the start of its working session and a follow up work, with the aim of reaching the best solution for strengthening services of general interest in the fundamental texts of the Union".

This letter was addressed to the president of the Convention and to its vice-president Dahaene, as well as to presidents of the Commission, the European Parliament, the Economic and Social Committee and the Committee of Regions.

Projet de règlement transports

Suite au rapport du Parlement européen du 14 novembre dernier, modifiant radicalement la proposition de la Commission de règlement relatif aux obligations de services publics dans les transports de voyageurs urbains et interurbains, celle-ci vient de présenter une proposition modifiée. Cette proposition suit le vote du Parlement sur la durée de contrats, l'attribution de contrats directement par les autorités compétentes (voir bulletin 91).

Cependant : les services d'autobus fournis directement par les autorités compétentes ne pourront continuer de l'être que pendant huit ans après l'entrée en vigueur du règlement - ou plus longtemps sous réserve de l'accord préalable de la Commission - à condition de n'accorder aucun droit exclusif, alors que le Parlement visait à l'exclusion de la concurrence ; la possibilité de ne pas attribuer un contrat à un opérateur si cela l'amène à détenir plus d'un quart du marché est maintenue, même si elle est assouplie ; le règlement s'applique à l'ensemble du secteur des transports publics, et non pas qu'aux transports locaux.

La proposition contient également un nouvel article qui détaille la teneur des contrats de service public et prévoit, notamment, un régime de primes et de sanctions.

La Commission a donc tenu compte d'un certain nombre d'arguments techniques du Parlement. En revanche, elle remet toujours en cause la liberté de choix des collectivités locales alors que ce domaine n'est pas de sa compétence. Celui-ci relève des Constitutions propres de chaque Etat membre, voire d'une Constitution européenne.

Energie

La commission industrie du Parlement européen a adopté deux rapports sur le paquet "libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz". Le premier rapport (Bernhard Rapkay, PSE Allemagne) concerne la modification des directives gaz et électricité, le second (Peter M. Mombaur, PPE, Allemagne) la proposition de règlement de la tarification des transits d'électricité. Ils comportent des amendements relatifs, notamment, à : la certification d'origine de l'électricité, un accès restreint aux fonds de démantèlement, la mise en place de procédures rapides d'autorisation pour les petites centrales, la fin des coûts échoués, la réciprocité environnementale avec les pays tiers, le renforcement des obligations de service public, la nécessité de laisser les Etats membres choisir leur système de régulation. Ces rapports seront examinés en plénière à la session de mars.

Services postaux

La commission de la politique régionale et des transports du Parlement européen, a approuvé le 21 février, avec un petit nombre d'amendements, la position commune du Conseil du 15 octobre dernier (voir bulletin 89) sur l'ouverture du secteur postal à la concurrence (rapport de Markus Ferber, CSU, Allemagne). Parmi les amendements, la commission demande un retour à la définition initiale des "envois ordinaires de correspondance intérieure" et la possibilité de maintenir des secteurs réservés pour garantir le service universel. Ce rapport sera examiné en plénière à la session de mars.

Transports regulation draft

Following the European Parliament report of 14th November 2001, which radically modified the Commission's proposal of regulation on the obligations of public services in urban and interurban passenger transports, the latter has presented a modified proposal. This proposal follows the Parliament's vote on the duration of contracts, the granting of contracts directly by competent authorities (see bulletin 91).

However: bus services provided directly by competent authorities, can continue in this situation for only eight years after the implementation of the regulation - or for a longer period after a prior authorisation from the Commission - on condition of not granting any exclusive rights. The Parliament had aimed at exempting it from competition; the possibility of refusing to grant a contract to an operator, if in so doing it enables the latter to control more than one quarter of the market, is maintained even though it has been eased; the regulation is applicable to the whole of public transports sector and not to local transports only.

In addition, the proposal contains a new article which offers details of the contents of public service contracts and provides for, in particular, a system of rewards and penalties.

Thus, the Commission has taken into account a certain number of the Parliament's technical arguments. On the contrary, it still questions the freedom of choice of local authorities even if the issue does not fall within its remit. This is the domain of activity of Constitutions of individual Member States, or even of a European Constitution

Energy

The industry committee of the European Parliament has adopted two reports on the "liberalisation of electricity and gas markets". The first report (Bernhard Rapkay, PSE Germany) concerns the modification of gas and electricity directives, the second (Peter M. Mombaur, PPE Germany) the proposal on the regulation of electricity transit charges. It includes amendments concerning, in particular: certification of the origin of electricity, a restricted access to demolition funds, setting up of a rapid authorisation for small power stations, the end of stranded costs, environmental reciprocity with third party countries, strengthening of public service obligations, the necessity of allowing Member States to choose their own system of regulation. Both reports will be examined during the plenary session in March.

Postal services

On 21th February, the European Parliament's regional policy and transports committee approved, after a few amendments, the joint position of the Council of 15th October 2001 (see bulletin 89) concerning the opening to competition of the postal sector (report Markus Ferber, CSU, Germany). Among the amendments made, the Commission is calling for a return to the initial definition of "ordinary parcels in internal mail" and the possibility of maintaining special sectors in order to guarantee the universal service. This report will be examined during the plenary session in March.